



Soudan du Sud

L'IDE tourne à l'exploitation des terres

Publié le : 05.12.2011 | 08h16

Dans le principal marché de Bentiu, Mary James passe sa main dans du gros mil dont le prix a quadruplé ces derniers mois, espérant que les étrangers qui se lancent dans des cultures à grande échelles vont mettre fin à la pénurie alimentaire au Soudan du Sud.

«Si ces gens viennent investir dans l'agriculture pour en faire bénéficier les gens, c'est bien. Parce qu'il n'y pas d'infrastructure, on n'a même pas les semences», explique-t-elle. «Sinon, on aurait pu très bien cultiver nous-mêmes», insiste James, employé au ministère de l'Agriculture.

Indépendant depuis juillet, le Soudan du Sud, qui regorge de pétrole mais est largement sous-développé, est sorti exsangue de décennies de conflits avec le Nord, avec un tiers de sa population menacé par la faim et seulement 4% de ses terres fertiles cultivées.

Les autorités ont donc eu recours à des entreprises étrangères pour relancer la production. Selon un rapport de l'organisation humanitaire Norwegian People's Aid (NPA) en mars, 9% du territoire sud-soudanais ont été affectés à des investissements à grande échelle à travers 28 accords ces dernières années.

Pour le seul Etat d'Unité (nord), dont Bentiu est la capitale, plus d'un million d'hectares de terres ont été loués de cette manière.

Mais selon les agences humanitaires, la plupart des contrats signés dans les années précédant l'indépendance, portent sur des cultures pour l'exportation, en particulier pour le biocarburant.

Le nouveau gouvernement indépendant a donc commencé à remettre en question la légalité de ces contrats, qui n'apportent rien aux habitants des zones concernées et qui ont souvent été signés sans leur accord.

Pour Jeremiah Swaka, sous-secrétaire au ministère de la Justice, les habitants dont les terres ont été louées peuvent parfaitement contester les contrats, qui ont été signés sous l'égide d'une loi agraire bâclée adoptée en 2009 et en cours de révision.

Le sujet va devenir d'autant plus sensible que la plupart des investisseurs ne se sont pas encore manifestés sur le terrain, explique Nina Pedersen, de l'organisation NPA.

Pour inciter vendeurs et investisseurs à la prudence, elle rappelle la fureur des habitants d'un comté du sud du pays placés face à un vieux contrat portant sur l'exploitation de leur région. «Ils ont menacé de tuer le chef qui avait signé l'accord» et ils ont obtenu du président sud-soudanais Salva Kiir l'annulation du contrat.

Le gouvernement a mis en place en février une nouvelle politique agraire, mais selon David Gosney, un économiste de l'organisation Usaid, elle se heurte au fait qu'au Soudan du Sud, savoir à qui appartiennent les terrains et qui a le droit de les vendre est toujours sujet à interprétation.

«Les seuls terrains vraiment délimités sont à Juba et dans peut-être deux autres villes», explique-t-il. Face à ce flou, la loi de 2009 a fait du gouvernement le «curateur» des terres, ouvrant la voie à une exploitation endémique, selon Swaka.

Les entreprises sur le terrain cherchent donc à exploiter les terres au maximum afin de rentabiliser leur investissement avant que la justice n'ait le temps de se prononcer, quitte à fragiliser l'équilibre de ces territoires longtemps réservés aux pâturages.

«En ce moment, les gens avec qui nous parlons nous disent que leurs projets sont conçus pour rembourser leurs investissements en deux ans», explique Gosney.

